

## **Rapport financier trimestriel**

Période terminée le 31 décembre 2016

Troisième trimestre de l'exercice 2016-2017

Publié le 1er mars 2017

**TELLENT**  
Canada



## TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	2
	PROGRAMMES.....	2
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	5
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE.....	8
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	9
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	10
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2016.....	11
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	13
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	14
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	15
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	16
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	17
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	17

## 1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada (ci-après "Téléfilm" ou la "Société") est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu canadien multi-écrans — accessible partout, en tout temps et sur toutes les plateformes.

### Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

### Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous appuyons des entreprises dynamiques et des talents créatifs, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens et en mettant en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*<sup>1</sup>, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministre du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

## 2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*<sup>2</sup> établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

## 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

### Programmes

Au cours du troisième trimestre, la Société a revu le Programme de mise en marché internationale - Participation aux festivals et événements internationaux afin de mieux répondre à sa mission et aux besoins actuels de l'industrie. Le programme vise la promotion des talents canadiens par l'entremise de leur présence à des festivals et événements internationaux et offre dorénavant des bourses de voyage aux producteurs invités à un marché de coproduction. La Société a aussi choisie de rendre admissible 34 nouveaux festivals internationaux. Ces derniers ont été sélectionnés pour leur notoriété grandissante et parce qu'ils sont particulièrement ouverts aux talents émergents. De plus, les courts métrages sont admissibles à une aide plus importante que par les années antérieures et les procédures administratives du programme ont été simplifiées.

1 : <https://telefilm.ca/fr/propos-de-telefilm-canada/plan-strategique>  
2 : [www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text)

### 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

#### Programmes (suite)

De plus, durant le trimestre, la Société a lancé le Programme de mise en marché internationale - Exportation. Ce programme vise à financer la distribution étrangère de films canadiens pour un montant maximal de 45 000 \$ par film. Les requérants doivent être une compagnie spécialisée dans la distribution et avoir acquis le droit d'exploiter le film sur les territoires admissibles.

Finalement, les principes directeurs pour les programmes de documentaire et de production à micro-budget ont été publiés, tous deux incluant de nouvelles mesures visant la diversité.

#### Activités

La Société a financé au cours du trimestre 24 productions pour une somme approximative de 20 millions de dollars. D'autre part, dans le cadre du MIPCOM, la Société et le Fonds des médias du Canada (FMC) ont invité les talents des productions *Cardinal*, *Fatale-Station* et *Versailles*, dont l'expertise et la créativité s'exportent à l'international, à participer au panel *Talented Voices Drive International Appeal* où ils ont pu témoigner des moyens mis en œuvre pour rejoindre les auditoires du monde entier. D'autres personnalités de renom étaient aussi présentes dans le cadre de ce panel dont Karine Vanasse et Billy Campbell. Dans le cadre du MIPJunior, la Société en partenariat avec le FMC et Shaw Rocket Fund ont présenté à la séance *It's All About Imagination* trois productions, *Bookaboo*, *Dot* et *The Incredible Tales of Weirdwood Manor*, qui combinent divertissement et éducation de façon créative pour aider les enfants à améliorer leurs aptitudes en lecture. Par ailleurs, la Société a publié son étude *Comprendre et interpeller les auditoires* dans le cadre du *Playback Marketing Summit*. Cette étude regorge de renseignements sur les habitudes de visionnement et les préférences des consommateurs canadiens en matière de produits audiovisuels.

Le Canada était bien représenté au 30<sup>e</sup> AFI FEST à Hollywood puisque les films *Juste la Fin du monde* de Xavier Dolan, *Les démons* de Philippe Lesage, *Boris sans Béatrice* de Denis Côté et *Old Stone* de Johny Ma ont été présentés dans la prestigieuse section World Cinema qui réunit à chaque année le meilleur du cinéma international. Le film *Juste la fin du monde* était dévoilé en première américaine. En outre, deux projets canadiens de réalité virtuelle, *Ka* du Cirque du Soleil et *Through the Ages : President Obama* des studios Félix & Paul, ont été présentés dans le cadre du AFI's Technology Showcase.

À la mi-novembre, la Société a dévoilé différentes mesures, élaborées avec l'industrie, qui visent la parité hommes-femmes dans le financement de la production cinématographique. La Société s'est donnée comme objectif d'atteindre, d'ici 2020, un portefeuille de productions de toutes les catégories budgétaires qui reflète la parité hommes-femmes au niveau de chacun des postes clés de réalisateur, de scénariste et de producteur.

Finalement, la Société a tenu le 30 novembre 2016 son Assemblée publique annuelle à Vancouver, sous le thème *Célébrons 50 ans de talent*.

#### Personnel

La Société a annoncé la nomination de Lori McCurdy au poste de directrice régionale, Longs métrages pour la région de l'Atlantique.



#### **4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration s'est réuni deux fois tandis que le comité d'audit et des finances a tenu une réunion. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à huit reprises.

Finalement, le mandat de Madame Elise Orenstein au conseil d'administration de la Société s'est terminé après dix ans de services. Elle y agissait à titre de vice-présidente du conseil d'administration et de présidente du comité d'audit et des finances.

#### **5. GESTION DU RISQUE**

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

#### **6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS**

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 31 décembre 2016. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Veillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

### Dépenses de soutien

Globalement, les dépenses de soutien à l'industrie sont à un niveau similaire à l'exercice précédent, mais présentent une légère économie par rapport au budget, principalement dans les programmes d'aide à la production (4,8 millions) et de mise en marché (2,6 millions).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

	Budget		Réel		Écart				
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel		
					\$	%	\$	%	
Production	62 342	47 980	43 196	35 661	4 784	10	7 535	21	1
Développement	7 625	5 655	4 182	4 355	1 473	26	(173)	(4)	2
Recommandations à titre de coproduction	509	385	398	370	(13)	(3)	28	8	
	70 476	54 020	47 776	40 386	6 244	12	7 390	18	
Promotion	6 886	6 350	6 233	5 837	117	2	396	7	
Mise en marché	11 780	7 400	4 814	10 920	2 586	35	(6 106)	(56)	3
Événements internationaux	4 202	3 100	3 097	2 830	3	-	267	9	
	22 868	16 850	14 144	19 587	2 706	16	(5 443)	(28)	
	93 344	70 870	61 920	59 973	8 950	13	1 947	3	

- 1 Le Programme d'aide à la production est en situation d'économie budgétaire, mais présente un dépassement par rapport à la même période l'an passé. L'écart par rapport au budget est attribuable aux sociétés de production bénéficiant du volet accéléré de ce programme. Au 31 décembre, il y a toujours certaines de ces sociétés pour lesquelles aucun contrat n'est signé. Quant au dépassement par rapport au 31 décembre de l'exercice précédent, il est spécifiquement attribuable au volet sélectif de langue anglaise. Si le nombre de projets est demeuré le même, soit 42 projets financés, le montant octroyé sur des projets majeurs, soit des projets où la participation de la Société dépasse un million, a plus que doublé, passant de 8,5 millions lors de l'exercice précédent à 18,7 millions au 31 décembre 2016.
- 2 Le Programme d'aide au développement est lui aussi en situation d'économie budgétaire. Ce programme en est à son deuxième exercice dans sa forme actuelle, c'est-à-dire que le financement est octroyé en fonction d'un calcul basé sur la feuille de route des compagnies de production admissibles. À ce jour, l'utilisation des montants octroyés est en deçà des attentes budgétaires et la Société prévoit qu'une économie se réalisera en fin d'année.
- 3 Les dépenses du Programme de mise en marché présentent quant à elles un retard tant par rapport au budget que par rapport à la période comparative. Une bonne partie de cet écart provient du fait que plusieurs projets importants ont été signés à la toute fin de l'exercice précédent, tandis que durant cet exercice, aucun projet d'envergure n'a obtenu un financement significatif. À ce point-ci, nous anticipons un surplus budgétaire dans ce programme au 31 mars.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Frais de fonctionnement et d'administration

Les frais de fonctionnement et d'administration présentent une économie budgétaire importante, principalement attribuable aux salaires et avantages sociaux, mais sont comparables avec l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

	Budget		Réel		Écart				
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel		
					\$	%	\$	%	
Salaires et avantages sociaux	18 660	13 880	12 329	13 039	1 551	11	(710)	(5)	1
Technologies de l'information	1 660	1 401	1 435	1 119	(34)	(2)	316	28	2
Location	1 819	1 366	1 307	1 313	59	4	(6)	-	
Honoraires professionnels	1 770	1 293	1 174	966	119	9	208	22	3
Frais de bureau	595	455	455	400	-	-	55	14	
Voyages	578	434	435	337	(1)	-	98	29	4
Amortissement	650	459	306	242	153	33	64	26	5
Publicité et publications	259	195	212	114	(17)	(9)	98	86	6
	25 991	19 483	17 653	17 530	1 830	9	123	1	

- 1 Un surplus budgétaire important se dégage des salaires et avantages sociaux, principalement lié à deux facteurs : des postes demeurés vacants depuis le début de l'exercice, principalement dans le secteur des technologies de l'information pour des ressources affectées à un projet capitalisable, et un écart favorable entre le taux d'avantages sociaux budgétisé et les frais réellement encourus.
- 2 Le poste des technologies de l'information affiche un montant supérieur à la dépense de la période comparative puisque certaines charges, tel que les services infonuagiques, ont été engagées plus rapidement que lors de l'exercice précédent.
- 3 Les honoraires professionnels affichent un montant supérieur à la période comparative qui s'explique par une utilisation accrue d'expertise externe dans le cadre de frais de recherche, entre autre sur les habitudes de consommation des canadiens en matière de long métrage, et pour des activités reliées à la dotation. De plus, des ressources externes ont été requises afin de travailler sur l'architecture des systèmes informatiques.
- 4 Les frais de voyage sont en hausse par rapport à la période comparative ce qui s'explique par des voyages encourues pour des nouveaux événements, par un plus grand nombre de voyages reliés aux ressources humaines, et par l'optimisation de nos achats par l'entremise de passeports de vol.
- 5 L'écart budgétaire pour l'amortissement est dû aux coûts des logiciels capitalisés du projet RSI qui sont moindres qu'anticipés ainsi que par des travaux en cours relatifs au développement de la nouvelle plateforme de gestion des processus d'affaires dont la période d'amortissement n'a pas encore débuté. L'écart par rapport à la même période de l'exercice précédent provient, quant à lui, de l'amortissement des systèmes informatiques qui ont été capitalisés l'an passé.
- 6 Le poste de publicité et publications affiche un montant supérieur à la période comparative, entre autres, par des besoins additionnels en conception graphique; pour les outils de communications dans le cadre du 50e anniversaire de la Société, pour le rapport annuel et pour le renouvellement de prospectus relatifs à la coproduction qui est offert en plusieurs langues ainsi que par l'utilisation d'un service d'intelligence d'affaires portant sur les réseaux sociaux et applications web.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Financement gouvernemental et revenus

De façon générale, les revenus, incluant le financement gouvernemental, n'affichent pas de variance significative, autant par rapport au budget qu'à l'exercice comparatif.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

	Budget		Réel		Écart				
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel		
					\$	%	\$	%	
Crédit parlementaire	95 454	86 021	72 952	71 351	(13 069)	(15)	1 601	2	1
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	5 850	10 222	6 889	4 372	75	3 333	48	2
Honoraires de gestion provenant du FMC	11 461	7 515	7 292	7 247	(223)	(3)	45	1	
Fonds des talents	2 165	1 443	1 188	1 455	(255)	(18)	(267)	(18)	3
Contributions aux activités de soutien promotionnel	817	600	1 021	581	421	70	440	76	4
Intérêts et autres revenus	100	75	86	86	11	15	-	-	
	119 997	101 504	92 761	87 609	(8 743)	(9)	5 152	6	

- 1 Le crédit parlementaire affiche une utilisation inférieure à notre prévision budgétaire. Cette sous-utilisation est fortement corrélée à une baisse des investissements découlant de nos programmes de financement ayant comme conséquence la diminution des paiements sur les engagements de l'exercice.
- 2 Après trois trimestres, les revenus provenant des investissements et des récupérations sur avance demeurent à un niveau inégalé depuis plusieurs années. Quelques coproductions internationales, tels que *Room* et *Brooklyn*, ont connu un succès retentissant, se traduisant par des remises importantes. En outre, les avances dans le programme de mise en marché ont généré 56% plus de récupérations que lors du dernier exercice. De façon générale, les revenus d'investissement et de récupérations sont directement reliés au succès des films financés et sont, de ce fait, difficilement prévisibles.
- 3 Les revenus du Fonds des talents sont en baisse autant en regard du montant budgétisé que des revenus de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par une baisse du nombre de donateurs, bien que le don moyen a de son côté augmenté par rapport à la période précédente. Les montants reçus par l'entremise des ententes de contributions ont aussi diminué par rapport à la période précédente puisqu'une partie n'a pas encore été reçue. Il est à noter que l'anticipation des dons et le calendrier d'utilisation des montants provenant des ententes de contributions sont difficilement prévisibles.
- 4 Les contributions aux activités de soutien promotionnel sont, quant à elles, en hausse en regard des revenus budgétisés et des revenus de la période comparative, principalement en raison de nouvelles commandites reliées aux événements *Soirées cinéma au Canada*.

## 8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Réel		Écart	
	2016- 2017	2015- 2016	\$	%
Dépenses de soutien	27 825	22 653	5 172	23 <sup>1</sup>
Frais de fonctionnement et d'administration	5 420	5 531	(111)	(2)
Revenus	4 277	4 228	49	1
Crédit parlementaire	27 838	25 664	2 174	8
Excédent (déficit)	(1 130)	1 708	(2 838)	(166)

- <sup>1</sup> Les dépenses de soutien sont plus élevées que pour le même trimestre de l'exercice précédent, mené par le niveau des dépenses du Programme d'aide à la production. Il s'agit en fait d'un rattrapage puisque, après le premier semestre, les dépenses de ce programme étaient d'un niveau inférieur à l'exercice précédent. Cette augmentation est compensée par une diminution des dépenses du Programme d'aide à la mise en marché, qui s'explique par le fait qu'aucun financement majeur n'a été octroyé au cours du trimestre, comparativement à trois pour le trimestre comparatif.

## 9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs nets.

	Réel		Écart		
	31 déc. 2016	31 mars 2016	\$	%	
<b>Actifs financiers</b>					
Montant à recevoir du Trésor	65 811	57 150	8 661	15	1
Trésorerie - Fonds des talents	693	985	(292)	(30)	2
Débiteurs	3 216	2 318	898	39	3
À recevoir du FMC	2 592	3 303	(711)	(22)	4
Prêt	655	655	-	-	
	<b>72 967</b>	<b>64 411</b>	<b>8 556</b>	<b>13</b>	
<b>Passifs</b>					
Créditeurs	1 933	2 664	(731)	(27)	5
Revenus reportés - Fonds des talents	335	2	333	16 650	6
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	34 786	39 596	(4 810)	(12)	7
Passif au titre des avantages sociaux futurs	805	756	49	6	
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>35 108</b>	<b>21 393</b>	<b>13 715</b>	<b>64</b>	
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations corporelles	3 643	2 350	1 293	55	8
Charges payées d'avance	545	2 365	(1 820)	(77)	9
<b>Excédent accumulé</b>	<b>39 296</b>	<b>26 108</b>	<b>13 188</b>	<b>51</b>	

1 La trésorerie a augmenté depuis le 31 mars 2016, notamment par l'entremise de l'encaissement de revenus et récupérations issus de projets. Cette augmentation devrait se résorber au cours du dernier trimestre.

2 La diminution de la Trésorerie - Fonds des talents s'explique principalement par l'utilisation du solde disponible en début d'année pour les paiements reliés aux obligations relatives aux programmes d'aide financière du 31 mars dernier et par une utilisation accrue des contributions encaissées pendant l'exercice en cours.

3 L'augmentation des débiteurs s'explique principalement par un montant supérieur de taxes à recevoir comparativement au 31 mars 2016. Durant les deux derniers mois de ce trimestre, les décaissements sur des investissements ont été plus élevés que pour les derniers mois de l'exercice précédent, entraînant ainsi un montant plus élevé de taxes à recevoir.

4 Le montant à recevoir du Fonds des médias du Canada affiche une baisse qui est reliée principalement aux coûts du projet de refonte des systèmes d'information (RSI) facturés au 31 mars dernier ainsi qu'à la taxe de vente harmonisée de 13 % exigibles sur les services d'exécution des programmes incluse au 31 mars.

5 La baisse des créditeurs s'explique principalement par l'exercice de procédés de démarcation exhaustifs de fin d'année qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre, particulièrement pour les charges de natures administratives.

6 Les revenus reportés ont augmenté dû à une portion de la contribution de Bell Média qui n'a pas encore été utilisée. La contribution de Bell Média est assujettie à des affectations d'origine externe et, de ce fait, est constatée à l'état des résultats au moment où elle est utilisée aux fins prévues.

7 La diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière découle du fait que 58 % du solde au 31 mars 2016 a été versé depuis le début de l'exercice, et que ce montant n'a pas été entièrement compensé par de nouvelles obligations.

8 La hausse des immobilisations corporelles provient de la capitalisation aux travaux en cours des coûts associés au projet RSI.

## 9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

- 9 Les charges payées d'avance de l'exercice précédent ont été enregistrées aux dépenses de l'exercice et le nouveau solde est attribuable aux loyers du mois de janvier et aux frais relatifs à des événements internationaux qui auront lieu au cours du prochain exercice.

## 10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. 2016</b>	<b>31 déc. 2015</b>
<b>Coût de l'exploitation</b>	79 573	77 503
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de support qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	3 816	3 855
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(1 629)	(1 563)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(1 021)	(581)
Charges payées d'avance	(1 820)	(1 293)
Créances contractuelles	(17)	(15)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(7 292)	(7 247)
Acquisitions d'immobilisations	1 599	886
Paieement de transition	-	6
Amortissement	(306)	(242)
Avantages sociaux futurs	49	42
<b>Crédit parlementaire constaté au 31 décembre</b>	<b>72 952</b>	<b>71 351</b>
<b>Crédit parlementaire disponible pour le trimestre subséquent</b>	<b>22 502</b>	<b>24 103</b>
<b>Crédit parlementaire autorisé</b>	<b>95 454</b>	<b>95 454</b>

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2016-2017.

**11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2016****Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA  
Directrice générale



Denis Pion  
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada  
Le 1er mars 2017



### État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 31 déc.	
		2016	2015
<b>Dépenses de soutien</b>			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		19 284	9 110
Aide au développement		2 617	3 132
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		141	119
		22 042	12 361
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Aide à la distribution et mise en marché		2 944	7 622
Promotion		1 709	1 458
Participation aux événements internationaux		1 130	1 212
		5 783	10 292
		27 825	22 653
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	A	5 420	5 531
<b>Coût de l'exploitation</b>		33 245	28 184
<b>Revenus</b>			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 376	2 384
Revenus d'investissements et récupérations		1 014	944
Contributions aux activités de soutien promotionnel		539	170
Fonds des talents		319	703
Intérêts et autres revenus		29	27
		4 277	4 228
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental</b>		28 968	23 956
<b>Financement gouvernemental</b>			
Crédit parlementaire		27 838	25 664
<b>Excédent (déficit)</b>		(1 130)	1 708
<b>Excédent accumulé au début</b>		40 426	33 571
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		39 296	35 279

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



### État des résultats

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 31 déc.		
		Budget Cumulatif	2016 Cumulatif	2015 Cumulatif
<b>Dépenses de soutien</b>				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
		47 980	43 196	35 661
		5 655	4 182	4 355
		385	398	370
		54 020	47 776	40 386
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
		6 350	6 233	5 837
		7 400	4 814	10 920
		3 100	3 097	2 830
		16 850	14 144	19 587
		70 870	61 920	59 973
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	B	19 483	17 653	17 530
<b>Coût de l'exploitation</b>		90 353	79 573	77 503
<b>Revenus</b>				
		5 850	10 222	6 889
		7 515	7 292	7 247
		1 443	1 188	1 455
		600	1 021	581
		75	86	86
		15 483	19 809	16 258
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental</b>		74 870	59 764	61 245
<b>Financement gouvernemental</b>				
		86 021	72 952	71 351
<b>Excédent</b>		11 151	13 188	10 106
<b>Excédent accumulé au début</b>		26 108	26 108	25 173
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		37 259	39 296	35 279

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



## État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	65 811	57 150
Trésorerie - Fonds des talents	693	985
Débiteurs	3 216	2 318
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 592	3 303
Prêt	655	655
	<b>72 967</b>	<b>64 411</b>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	1 933	2 664
Revenus reportés - Fonds des talents	335	2
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	34 786	39 596
Passif au titre des avantages sociaux futurs	805	756
	<b>37 859</b>	<b>43 018</b>
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>35 108</b>	<b>21 393</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	3 643	2 350
Charges payées d'avance	545	2 365
	<b>4 188</b>	<b>4 715</b>
<b>Excédent accumulé</b>	<b>39 296</b>	<b>26 108</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



### État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>31 déc. Budget</b>	<b>31 déc. 2016</b>	<b>31 mars 2016</b>
<b>Excédent</b>	11 151	13 188	935
<b>Opérations liées aux immobilisations corporelles</b>			
Amortissement	459	306	371
Acquisitions	(2 250)	(1 599)	(671)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	531
<b>Autres opérations</b>			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(545)	(2 365)
Utilisation des charges payées d'avance	780	2 365	1 893
<b>Augmentation des actifs financiers nets</b>	<b>10 140</b>	<b>13 715</b>	<b>694</b>
<b>Actifs financiers nets au début de l'exercice</b>	<b>21 393</b>	<b>21 393</b>	<b>20 699</b>
<b>Actifs financiers nets à la fin</b>	<b>31 533</b>	<b>35 108</b>	<b>21 393</b>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

**État des flux de trésorerie**

Pour la période se terminant le 31 décembre 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>Trimestre terminé le 31 déc.</b>		<b>Période terminée le 31 déc.</b>	
	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Excédent (déficit)	(1 130)	1 708	13 188	10 106
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	42	(30)	49	(88)
Amortissement des immobilisations corporelles	100	81	306	242
	(988)	1 759	13 543	10 260
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	(1 156)	855	(898)	1 649
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	6	79	711	998
Diminution des créditeurs et charges à payer	(86)	(720)	(731)	(679)
Augmentation (diminution) des revenus reportés - Fonds des talents	(157)	153	333	1 037
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	2 096	(744)	(4 810)	(3 859)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(27)	(85)	1 820	1 293
	(312)	1 297	9 968	10 699
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Acquisitions	(631)	(254)	(1 599)	(886)
<b>Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents</b>	(943)	1 043	8 369	9 813
<b>Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de la période</b>	67 447	56 918	58 135	48 148
<b>Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période</b>	66 504	57 961	66 504	57 961

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



## Notes aux états financiers trimestriels

### 1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2016. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2016.

### 2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2015-2016 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2016-2017.

## Annexes A et B - Autres renseignements

### A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 31 déc.	
	2016	2015
Salaires et avantages sociaux	4 050	4 323
Location, taxes, chauffage et électricité	413	427
Honoraires professionnels	296	193
Voyages et accueil	200	152
Technologies de l'information	146	180
Frais de bureau	127	133
Amortissement d'immobilisations corporelles	100	81
Publicité et publications	88	42
	5 420	5 531

### B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 31 déc.	
		2016	2015
Salaires et avantages sociaux	13 880	12 329	13 039
Technologies de l'information	1 401	1 435	1 119
Location, taxes, chauffage et électricité	1 366	1 307	1 313
Honoraires professionnels	1 293	1 174	966
Frais de bureau	455	455	400
Voyages et accueil	434	435	337
Amortissement d'immobilisations corporelles	459	306	242
Publicité et publications	195	212	114
	19 483	17 653	17 530